

Modestie !

Taha Hussein

Kawkab al-Sharq, 19 mars 1934

Que nos ministres, en cette heureuse époque, soient des maîtres qui nous enseignent la morale et nous tiennent à la bonne conduite et à la droiture dans ce que nous faisons et disons, voilà une chose qui ne fait aucun doute, que seule l'opposition nie. Et quand l'opposition a-t-elle jamais reconnu la vérité ? Et quand l'opposition a-t-elle jamais nié autre chose que la vérité ? Ce ne sont que des gens obstinés, qu'il ne faut pas écouter ; mais si l'on y est contraint, puisqu'ils sont les plus bruyants des hommes, les plus tapageurs des hommes, alors écoutez-les, et croyez le contraire de ce qu'ils disent. S'ils vous disent que le gouvernement est prodigue de l'argent public, comprenez par là qu'il est économe ; s'ils vous disent que le gouvernement dilapide les libertés, comprenez par là que le gouvernement exagère la protection de la liberté et la tolérance envers ses adversaires, au point de les tenter presque au désordre. N'ayez avec l'opposition d'autre méthode que celle-ci : inversez entièrement leurs propos. Quant aux ministres, croyez-les, et faites-leur confiance ; car ils ne disent que la vérité, ne veulent que le bien, et ne font que ce qui est juste.

Et le trait le plus particulier qui distingue nos ministres, et surtout leur chef, le bon homme, c'est qu'ils sont intelligents, et par conséquent modestes ; assez intelligents pour comprendre les choses comme elles sont, pour voir ce que nous pouvons et ce que nous ne pouvons pas, et pour juger ce que nous méritons et ce que nous ne méritons pas — et c'est précisément cette intelligence qui les pousse si fermement à la modestie, et les y plonge si profondément. Leur intelligence leur a montré que l'ancienne constitution était plus qu'il ne fallait, si bien que la constitution fut ramenée à l'étroitesse qui lui convenait ; et leur intelligence leur a montré que jouir de la liberté comme on en jouit hors d'Égypte corromprait nos mœurs et nos institutions, si bien que la jouissance de la liberté en Égypte fut ramenée à la limite la plus étroite possible — ou plutôt, disons-le mieux, abolie.

Et leur intelligence leur a montré que notre université était plus avancée qu'il ne convient à un pays aussi ignorant et faible que celui-ci, si bien que notre université fut ramenée à ce que doivent être les universités chez un peuple du quatrième ou cinquième rang parmi les

peuples civilisés. Et c'est ainsi que nos ministres ont procédé tout au long de cette époque, sauf dans certains domaines où la modestie ne convient pas, et où la mesure ne sied pas — tels les congrès, la publicité, et autres choses semblables ; car en toutes ces matières, il nous est bon de nous livrer à quelque excès et à quelque exagération, afin que les étrangers en profitent d'une part, et soient trompés sur notre compte d'autre part, et afin que les gens croient que nous sommes riches alors que nous sommes pauvres, avancés alors que notre connaissance du progrès est lointaine, et indépendants alors que notre indépendance n'est qu'une illusion, une espèce de chimère.

Et la dernière leçon de modestie qui nous ait été donnée, et dont nous devons certainement profiter et tirer avantage, est cette leçon que nous a donnée le bon homme lorsqu'il s'est adressé à certains écrivains anglais dans un entretien diffusé en Angleterre, que l'Ahram a rapporté ce matin. Dans cet entretien, notre premier ministre, le bon homme, demande à son interlocuteur anglais, avec calme, douceur et une convenable timidité : pourquoi les Anglais n'ont-ils pas fait le pas que les Égyptiens attendent d'eux ? Et quand son interlocuteur anglais lui demande quel est ce pas que les Égyptiens attendent des Anglais, le premier ministre lui apprend qu'il s'agit de l'abolition des capitulations. Avant cela, Sidki Pacha avait déclaré à Paris qu'il attendait que les Anglais trouvent le temps de leur demander notre aide pour abolir les capitulations ; ainsi Sidki Pacha, au moins, savait pourquoi les Anglais n'avaient pas fait ce pas — Sidki Pacha savait que les Anglais étaient occupés, et attendait qu'ils se libèrent de ce qui les occupait, pour qu'ils puissent nous aider à abolir les capitulations.

Quant à Abd al-Fattah Pacha, il ne semble pas savoir que les Anglais sont occupés, et il demande donc ce qui les retient d'abolir les capitulations. Si j'avais été à la place de cet interlocuteur anglais, j'aurais répondu au premier ministre, le bon homme, que les Anglais n'ont pas aboli les capitulations jusqu'à présent parce que les Égyptiens ne leur ont pas payé le prix de l'abolition des capitulations ; et si Abd al-Fattah Pacha est capable de conclure l'affaire et de payer le prix, alors les Anglais sont capables de conclure l'affaire et de livrer la marchandise. Mais Abd al-Fattah Pacha, à notre grand regret, ou à notre grand soulagement, est tout à fait incapable de payer le prix, car il ne peut ni négocier ni conclure de traité ; et les Anglais ne pourront donc pas lui livrer la marchandise, ni abolir les capitulations.

Mais ce qu'il y a d'amusant dans tout cela, c'est la modestie du premier ministre ; car l'homme se croit incapable d'abolir les capitulations seul, ou d'en négocier l'abolition seul, et croit que si les Anglais ne l'aident pas, il n'y a aucun moyen d'abolir les capitulations. Et il est tout à fait soucieux que les capitulations soient abolies, par pitié pour le paysan et par compassion pour lui, et il demande donc aux Anglais, avec calme, patience et une convenable timidité : pourquoi n'avez-vous pas aboli les capitulations ? Avez-vous jamais vu une plus belle modestie que cette modestie ? Avez-vous jamais vu une plus belle mesure que cette mesure ? Avez-vous jamais vu un sentiment de la dignité plus sincère que ce sentiment ? Avez-vous jamais vu une foi en l'indépendance plus ferme que cette foi ?

Quant à l'opposition, elle s'indignera, et restera indignée, de ces propos ; car elle n'attend pas que les Anglais abolissent les capitulations — bien plus, elle ne souhaite pas que les Anglais aient seuls le mérite d'abolir les capitulations — mais souhaite plutôt en finir d'abord avec les Anglais, afin de s'employer elle-même à abolir les capitulations, en prenant les voies qui conviennent à la dignité, à l'intérêt et à l'indépendance. Voyez-vous la différence entre ces hommes de l'opposition, dont l'orgueil gâte les affaires au point qu'ils n'atteignent rien, et cet homme modeste, dont la modestie arrange les affaires au point qu'il atteint tout ?

Et plus exquisément modeste encore, et plus révélateur encore de cette modestie, est que le premier ministre dise à son ami anglais que le moment est venu de revoir l'organisation des tribunaux mixtes ; alors que, il n'y a pas longtemps, le président de la cour avait voulu et demandé à Sa Majesté que les tribunaux mixtes soient purement et simplement abolis, et que l'Égypte obtienne une pleine indépendance en matière judiciaire, plutôt que de voir simplement ces tribunaux réorganisés. Voyez donc la différence entre le premier ministre et le président de la cour ! L'un est modeste, ni excessif dans sa demande, ni extravagant dans son espoir ; l'autre est orgueilleux et extrêmement ambitieux, ne se satisfaisant de rien de moins que l'abolition pure et simple des tribunaux mixtes. Et voyez le résultat de l'orgueil des orgueilleux et de la modestie des modestes : l'orgueil du président de la cour a été repoussé par les ministres plénipotentiaires étrangers, qui ont porté ce refus directement au premier ministre ; tandis que la modestie du premier ministre a été approuvée par son interlocuteur anglais, qui lui a réservé une part d'éloge. Vous direz que le résultat des deux fut le

même — les tribunaux mixtes ne furent ni abolis ni réorganisés — mais c'est là une autre affaire, qui ne touche ni à l'orgueil des orgueilleux ni à la modestie des modestes ; elle est plutôt otage des relations entre nous et les étrangers, et otage des ministères qui se trouvent diriger les affaires.

Et ce qui est étrange, c'est que le Parlement actuel est, lui aussi, orgueilleux : au Sénat, on demandait l'abolition des tribunaux mixtes, et à la Chambre des députés, on demandait l'abolition des tribunaux mixtes, et les deux chambres souhaitent que les capitulations soient abolies par une voie purement égyptienne. Mais le premier ministre est un maître, et un maître consommé dans l'art d'instruire ; il sait comment ramener le Parlement à la modestie, il sait comment lui apprendre la mesure, et il sait comment représenter les demandes du Parlement avec le tableau précis et sincère qui convient à ce que les Égyptiens peuvent demander. Il se contente donc de revoir l'organisation des tribunaux mixtes, et il souhaite que les capitulations soient abolies — mais à condition seulement que cela vienne des Anglais, et non des Égyptiens, et avant le traité, non après lui.

Voyez-vous ce qu'est la modestie ? Voyez-vous ce qu'est le succès ? Et après tout cela, les Égyptiens doutent encore de la compétence du ministère actuel ; les Égyptiens se demandent encore si le ministère actuel est seul à convenir à l'Égypte, et capable de réaliser ses espoirs et de lui gagner son indépendance. Que Dieu nous pardonne, que disons-nous là — l'indépendance n'a-t-elle donc pas déjà été gagnée ? Alors que faisaient les Égyptiens jeudi ? Ne célébraient-ils pas le jour de l'Indépendance ?